

Service de prévention des risques et environnement
industriels
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
Cedex 9
97743 Saint-denis

Saint-denis, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SRPP Depot d'hydrocarbures

ZI N 1
BP 2015
97420 Le Port Marine

Références : SPREI/USRA/CL/000710079/2025-932
Code AIOT : 0007100079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement SRPP Depot d'hydrocarbures implanté Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRPP Depot d'hydrocarbures
- Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port
- Code AIOT : 0007100079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SRPP est une installation du groupe Rubis qui assure des prestations d'importation et de distribution de carburants et de gaz. Le carburant est stocké dans 4 zones pour un volume global de 250 500 m³ ; les derniers réservoirs ont été réalisés en 2008. L'installation est classée Seveso seuil haut. La SRPP compte 92 employés dont 7 opérateurs pompier pour l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Couronnes d'aspersion	Arrêté Préfectoral du 21/04/1999, article 9.3.2	Sans objet
2	Formation du personnel intervenant	Arrêté Préfectoral du 21/04/1999, article 9.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre d'un exercice PPI, l'exploitant a déroulé un scénario POI, consistant en une fuite de bac et une inflammation du carburant ainsi répandu dans la sous-rétention. L'inspection des installations classées a assisté à cet exercice pour vérifier la bonne application des consignes prévues dans le POI et le comportement des personnes intervenant dans ce cadre.

Les inspecteurs ont relevé le bon fonctionnement des moyens matériels mis en œuvre et la bonne organisation au sein du PC de crise de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Couronnes d'aspersion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/1999, article 9.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs fixes de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les réservoirs n°8, 9, 11, 12, 13, 15, 16, 18, 19, 20, 21, 22 et 23 seront équipés de couronne d'arrosage fixes permettant tant l'arrosage à l'eau que le déversement de la slution moussante. Les couronnes d'arrosage seront sectionnables séparément du réseau d'eau et du réseau d'émulsion, elles seront de plus sectionnables bac par bac depuis l'extérieur des cuvettes.
Constats : Dans le cadre de l'exercice POI, l'exploitant a déclenché les couronnes d'aspersion du bac n° 19, supposément en feu, et des bacs voisins. L'inspection a constaté le bon fonctionnement de ces couronnes, toutes les têtes étant opérationnelles et permettant ainsi une couverture complète en eau de la robe des bacs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation du personnel intervenant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/1999, article 9.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation

Prescription contrôlée :

L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel et notamment du personnel intérimaire. Cette formation devra comporter :

[...]

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.
- des exercices périodiques mettant en oeuvre les moyens de défense contre l'incendie, en particulier les réseaux d'eau et des essais d'émulseurs sur feu réel, seront régulièrement réalisés en associant le service des installations classées, le service départemental d'incendie et de secours. [...]

Constats :

L'inspection a observé les actions et comportements des personnels intervenant dans l'exercice POI, que ce soit au niveau du poste de commandement exploitant (PC Ex) ou sur le terrain.

Les comportements de chacun ont montré que les missions étaient connues, de même que les manipulations du matériel incendie.

L'inspection a favorablement noté au niveau du PC Ex la disposition de la salle, permettant de distinguer les opérations en cours (partie "blessés", partie "suivi de l'accident et des niveaux", partie "responsable intervention", etc). L'exploitant a bien pris en compte la nécessité de calculer, en temps réel, les quantités de liquides dans la cuvette (contenu de bac le cas échéant, eaux de refroidissement, eaux d'extinction) afin de surveiller le risque de débordement vers une autre sous-cuvette pour, le cas échéant, adapter la stratégie de lutte contre l'incendie.

En vue d'un prochain exercice il pourrait cependant être intéressant pour le personnel sur le terrain de "jouer" les distances de flux thermiques. En effet les personnes rencontrées, pour les besoins de l'exercice, allaient et venaient dans des zones normalement soumises à un flux radiatif sévère et nécessitant des équipements spécifiques, voire rendant impossible l'évolution dans de telles zones.

Type de suites proposées : Sans suite